

Windeshausen Architectes

Société anonyme

Siège social:

L-9657 Harlange,
11, rue de Bettlange,

CONSTITUTION DE LA SOCIETE DU 23 DECEMBRE 2016

NUMERO 3224B

L'an deux mil seize, le vingt-trois décembre.

Pardevant Maître **Karine REUTER**, notaire résidant à Luxembourg,

A comparu :

Monsieur **Jacques WINDESHAUSEN**, né le 28 mai 1958 à Bastogne (Belgique), demeurant à B-6680 Sainte-Ode (Belgique), Moulin de Magerotte 1.

La partie comparante a requis le notaire instrumentant de dresser les statuts (ci-après, les **Statuts**) d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

TITRE IER: DENOMINATION, SIEGE SOCIAL, OBJET, DUREE

ARTICLE 1ER

Il est formé une société anonyme sous la dénomination « **Windeshausen Architectes** ».

ARTICLE 2

Le siège de la société est établi dans la Commune du Lac de la Haute Sûre.

Il pourra être transféré dans la même commune ou tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'administrateur unique ou du conseil d'administration.

La société peut ouvrir des succursales ou d'autres bureaux dans tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'à l'étranger.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

ARTICLE 3

La société est constituée pour une durée illimitée.

ARTICLE 4

La société a pour objet, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, les études, conseils, plan d'architecture, d'urbanisme, d'aménagements intérieurs et extérieur, les expertises ainsi que de manière générale, toute activité rentrant dans le cadre de la profession d'architecte. Cette énonciation est indicative et non limitative.

De plus, la société peut acquérir, louer tous terrains, immeubles ou installations, y apporter toutes modifications ou constructions qu'elle jugera nécessaires à l'exercice des activités liées à son objet social.

La société a également pour objet la prise d'intérêts sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription et toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de toutes valeurs mobilières et de toutes espèces, l'administration, la supervision et le développement de ces intérêts. La société pourra accorder des prêts et fournir une assistance financière sous toute forme aux entreprises dans lesquelles elle participe.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

En outre, elle pourra, d'une façon générale, faire tous actes, transactions ou opérations, se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Enfin, la société s'interdit toute participation ou activité pouvant créer un conflit d'intérêts et porter atteinte à l'indépendance professionnelle de l'activité libérale d'architecte et elle s'engage à respecter toutes les dispositions législatives et réglementaires auxquelles est soumise l'activité d'architecte.

TITRE II: CAPITAL, ACTIONS

ARTICLE 5

Le capital social est fixé à trente mille Euros (EUR 30.000,-) représenté par trois cents (300) actions sans désignation de valeur nominale.

Chaque action donne droit à l'actif social ainsi qu'aux bénéfices, en proportion directe avec le nombre d'actions existantes.

Les actions sont nominatives.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, racheter ses propres actions.

En cas d'augmentation de capital, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

TITRE III: ADMINISTRATION

ARTICLE 6

La société est administrée soit par au moins un administrateur unique en cas d'actionnaire unique soit par un conseil d'administration composé de trois membres au moins en cas de pluralité d'actionnaires. L'administrateur unique ou les membres du conseil d'administration, actionnaires ou non, sont nommés pour un terme qui ne peut excéder six années, par l'assemblée générale des actionnaires.

L'administration unique ou les membres du Conseil peuvent être réélus et révoqués à tout moment par l'assemblée générale.

Le nombre des administrateurs et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société.

En cas de vacance au sein du conseil d'administration, les administrateurs restants ont le droit provisoirement d'y pourvoir, et, la décision prise sera ratifiée à la prochaine assemblée.

ARTICLE 7

En cas d'existence d'un conseil d'administration, il pourra choisir parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur demande de deux administrateurs. Le conseil d'administration pourra valablement délibérer et prendre des décisions si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procuration, et si au moins deux administrateurs sont physiquement présents. Toute décision prise par le conseil d'administration sera adoptée à la simple majorité. Les procès-verbaux des réunions seront signés par tous les administrateurs présents à la réunion.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration de la société par voie de vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant son identification. Ces moyens de communication doivent respecter des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à la réunion, dont la délibération devra être retransmise sans interruption. La participation à une réunion par ces moyens est équivalente à une participation en personne à cette réunion. La réunion tenue par l'intermédiaire de tels moyens de communication sera réputée tenue au siège social de la Société.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire, en exprimant son approbation au moyen d'un ou plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

ARTICLE 8

L'administrateur unique ou le cas échéant le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social conformément à l'article 4 ci-dessus.

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

L'administrateur unique ou le cas échéant le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

ARTICLE 9

La société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de l'administrateur unique ou en cas d'existence d'un conseil d'administration par la signature conjointe de deux administrateurs dont celle de l'administrateur-délégué, ou dans le cadre de la gestion journalière, par la signature d'un administrateur-délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des statuts.

ARTICLE 10

Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Le conseil d'administration peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs. Le fondé de pouvoir ou le directeur ne doit pas être nécessairement un administrateur ou un actionnaire.

ARTICLE 11

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

TITRE IV: SURVEILLANCE

ARTICLE 12

La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six années.

Ils peuvent être réélus ou révoqués à tout moment.

TITRE V: ASSEMBLEE GENERALE

ARTICLE 13

L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social ou à l'endroit indiqué dans les convocations, le premier jeudi de mai à 11 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent qu'ils ont eu connaissance de l'ordre du jour, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocation préalable.

Les convocations pour les assemblées générales pourront également être envoyées par courrier électronique accepté par leurs destinataires et garantissant l'information dans un délai de huit jours au moins avant l'assemblée. Chaque action donne droit à une voix.

Chaque actionnaire qui participe aux assemblées par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification ou se fait valablement représenter par un porteur de procuration spéciale est réputé présent pour le calcul du quorum et de la majorité. Pour l'application de cet alinéa, un associé ou son mandataire devra toutefois être physiquement présent au siège de la société.

Chaque actionnaire peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire qui doit contenir les mentions énumérées ci-après, la date et le lieu de la signature, la signature, la dénomination sociale de la société, le numéro de Registre de Commerce, l'adresse du siège social de la société, la date, l'heure et le lieu de la tenue de l'assemblée, ainsi que tous les points de l'ordre du jour tel qu'ils figurent dans la convocation. Il doit en plus contenir le nom et le prénom de l'actionnaire, le nombre d'actions dont il est propriétaire ainsi que son vote avec oui, non ou abstention.

Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société deux jours avant la réunion de l'assemblée générale.

TITRE VI: ANNEE SOCIALE, REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 14

L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 15

L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième (10%) du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve constitue moins de dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

TITRE VII: DISSOLUTION, LIQUIDATION

ARTICLE 16

La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

La dissolution de la société pourra également faire l'objet d'une procédure simplifiée dans les conditions de l'article 141(2) de la loi du 10 août 1915.

TITRE VIII: DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 17

Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

1.- Le premier exercice social commence aujourd'hui et se terminera le 31 décembre 2017.

2.- La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2018.

SOUSCRIPTION ET LIBÉRATION

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, le comparant, Monsieur **Jacques WINDESHAUSEN**, préqualifié, déclare souscrire trois cents (300) actions représentant la totalité du capital social de la Société.

Toutes ces actions ont été libérées à hauteur de cinquante pourcent (50%) par paiement en numéraire de sorte que le montant de quinze mille euros (15.000 EUR) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentant qui le constate.

FRAIS

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est estimé à mille trois cents euros (1.300.-EUR).

DECISIONS DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE

Le comparant, représentant l'entière du capital social, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à un (1) et le nombre des commissaires aux comptes à un (1).

2. Est nommé administrateur unique de la société jusqu'à l'assemblée générale annuelle de l'année 2022:

- Monsieur **Jacques WINDESHAUSEN**, né le 28 mai 1958 à Bastogne (Belgique), demeurant à B-6680 Sainte-Ode (Belgique), Moulin de Magerotte, 1.

3. Est nommé Commissaire aux comptes de la société jusqu'à l'assemblée générale annuelle de l'année 2022:

- « **Fiduciaire Internationale S.A** », ayant son siège social à L-1470 Luxembourg, Route d'Esch 7 inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 34.813, avec comme représentant permanent son administrateur délégué Monsieur **Stéphan MOREAUX**.

4.- Le siège social de la société est fixé à L-9657 Harlange, 11, rue de Bettlange.

DONT ACTE.

Fait et passé à Luxembourg.

Date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signés :J. WINDESHAUSEN, K.REUTER

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 02 janvier 2017

Relation : 2LAC/2017/102

Reçu soixante-quinze euros

75.-

Le receveur :A. MULLER

POUR EXPEDITION CONFORME

Luxembourg, le 11 janvier 2017